



Vers un cadre commun pour l'agriculture?

Avant la réunion du CoASS (groupe de négociation sur l'agriculture) du 5 juillet, le Groupe africain a fait circuler une proposition en réponse à la feuille de route présentée par le Brésil. Contrairement au Brésil qui a soumis sa proposition en tant que décision préliminaire pour le Conseil général de juillet 2024, le texte préliminaire du Groupe africain sur l'agriculture est soumis à l'examen des membres du CoASS (Comité de l'agriculture en session extraordinaire) dans le but de réaliser des progrès tangibles et d'obtenir des résultats équilibrés dans les négociations d'ici la 14e Conférence ministérielle (CM14) au Cameroun.

La proposition s'appuie sur le texte du président des négociations sur l'agriculture présenté lors de la CM13 et réaffirme essentiellement la nécessité de poursuivre et d'intensifier les négociations sur le soutien interne, l'accès aux marchés et d'autres sujets clés concernant l'agriculture. Elle propose en outre que les Membres conviennent des éléments et de la méthodologie de mise en œuvre selon un calendrier qui ressemble à celui présenté par le Brésil en avril dernier.

En bref, le groupe suggère que :

- Le président du CoASS fournisse un calendrier annuel pour les réunions de négociation en vue de discuter de tous les aspects, y compris les éléments et la méthodologie, de chacun des thèmes de négociation, la priorité étant donnée aux questions sur le développement : les stocks publics, le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) et le coton.
- Les hauts fonctionnaires examinent les progrès réalisés dans les négociations, en particulier sur les stocks publics, le MSS et le coton.
- Les Membres adoptent un cadre intermédiaire de l'accord quatre mois avant la CM14.
- Une décision sur les modalités, y compris une solution permanente sur les stocks publics, soit adoptée par les Membres d'ici la CM14, et que
- Les modalités de chaque sujet de négociation soient mises en œuvre dans un délai à déterminer par les Membres en tenant compte des différences éventuelles dans le degré de progression de leurs discussions.

Le Brésil a accepté la proposition, cherchant à construire un cadre commun en incorporant des éléments clés du document du Groupe africain dans sa propre proposition de feuille de route à adopter lors du Conseil général de juillet.

Le Brésil consulte les membres chaque semaine depuis la fin du mois de mai. Les consultations devraient se poursuivre jusqu'au 11 juillet.

« Nous avons encore le temps de progresser avant la réunion du Conseil général de juillet », a déclaré le Brésil, faisant référence à son projet de consulter immédiatement le Groupe africain, qui a réalisé un travail substantiel dans le cadre de réunions hebdomadaires informelles avec le Groupe de Cairns.

« [Nos] experts ont approfondi les détails (techniques), notamment ceux liés aux formules de réduction des subventions, aux limites concernant le soutien par produit, aux programmes de la « catégorie verte », aux stocks publics, etc., » a souligné le Brésil. Dans le but d'identifier « les éléments qui peuvent se soutenir mutuellement parmi les propositions », cette voie s'est avérée être « un exercice extrêmement positif dans l'ensemble ».

Le Groupe africain cherche à promouvoir des réformes en matière de soutien interne, y compris des disciplines sur la « catégorie verte » et la « catégorie bleue ». En ce qui concerne l'accès au marché, le groupe a travaillé sur un document de travail avec le Groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) et le Groupe Cairns pour aider à identifier les priorités clés.

GENÈVE en bref

SURVOL DES NÉGOCIATIONS DE L'OMC SUR L'AGRICULTURE

Autres réactions

Les membres du Groupe de Cairns ont soutenu l'idée de construire un cadre commun à partir de la feuille de route proposée par le Brésil pour permettre aux membres de commencer à travailler sur les modalités après les vacances d'été. Les États-Unis, pour leur part, ont exhorté le Groupe africain à faire preuve de « retenue » quand il réaffirme ses « positions extrêmes » et à « rétablir un équilibre dans le texte ».

La Chine, quant à elle, a mis en garde contre l'insistance sur une feuille de route qui pousse au séquençage, notant que la CM13 a échoué parce que « certains » (sous-entendu l'Inde) ont insisté sur le séquençage à la dernière minute. L'UE a également appelé à un calendrier flexible qui prenne en compte les points d'intérêt de tous les Membres, y compris la sécurité alimentaire, l'environnement, la pauvreté et la production durable.

Les pays de l'ACP, les pays du Coton-4 (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad), le Groupe G-33 et l'Inde ont tous exprimé leur soutien total à la proposition du Groupe africain visant à obtenir des résultats « significatifs et concrets » lors de la 14^e Conférence ministérielle. Ils ont souligné que ces résultats devraient renforcer la résilience des pays en développement face à l'insécurité alimentaire, stimuler la production nationale et favoriser la transformation durable de l'agriculture. Le groupe a également exprimé l'espoir que la proposition puisse être finalisée et soumise au Conseil général pour examen.

Les membres du G10 (y compris le Japon, la Corée et la Suisse) ont insisté sur l'égalité de traitement pour toutes les questions agricoles, en particulier les restrictions à l'exportation, le soutien interne et l'accès au marché.

En ce qui concerne la reprise des négociations après la pause estivale, l'ambassadeur Alparslan Acarsoy a noté que les discussions menées par le Brésil autour de sa proposition de décision pour le Conseil général et les délibérations à venir sur la proposition du Groupe africain façonneront les travaux futurs. Le président des négociations sur l'agriculture prévoit d'organiser des réunions de négociation formelles afin de réduire les divergences et d'identifier les domaines de convergence potentiels.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.producteursdepoulet.ca, www.leseleveursdedindonduncanada.ca, www.chep-poic.ca www.producteursdoeufs.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-92

